

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 27 novembre 1997

Présents:

madame
A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY,
LURQUIN et MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES et MEEUS, membres effectifs
madame OP DE BEECK, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

29.109/I/P
TVS/RV

Par lettres des 2 avril et 17 septembre 1997, monsieur le ministre des Pensions a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux de l'Office national des Pensions (ONP).

Le cadre organique sur lequel le projet de cadres linguistiques repose, a reçu l'accord commun du ministre de la Fonction publique et du Budget en date du 24 octobre 1997.

Le ministre propose de répartir les 1.507 emplois des services centraux de l'ONP de la façon suivante entre les cadres linguistiques.

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois du cadre F	Nombre d'emplois du cadre N	Cadre bilingue Nombre d'emplois	
			N	F
1	3	3	1	1
2	11	11	3	3
Total 1 + 2	14	14	4	4
3	55	61		
4	46	51		
5	370	417		
6	189	213		
7	32	37		
Total 3 à 7	692	779		
Total	706	793	4	4

La proportion proposée par le ministre donne une répartition de 53%N - 47% F aux degrés 3 à 7.

A l'article 2 du projet, 34 emplois sont mis en extinction; ils sont répartis comme suit entre les cadres linguistiques.

Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois du cadre F	Nombre d'emplois du cadre N
1	-	1
3	1	1
6	11	20

Les organisations syndicales reconnues à l'Office national des Pensions ont été consultées conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

Sur la base de l'article 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des LLC, la CPCL siégeant sections réunies, en sa séance du 27 novembre 1997, a consacré un examen à ce projet et a émis à l'unanimité, l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois de direction

Le nombre total des emplois au premier degré est impair (9). Cette situation crée une insécurité juridique en ce qui concerne les promotions qui seront effectuées à ce degré. Dès lors, il n'y aura de sécurité juridique qu'au moment où la parité sera rétablie, ce qui implique un ajustement du cadre organique et des cadres linguistiques.

Par conséquent, la CPCL émet un avis défavorable quant à la répartition des emplois au degré 1 de la hiérarchie.

Au degré 2, les 28 emplois du cadre organique sont répartis de manière paritaire entre les cadres unilingue et bilingue. La répartition globale du nombre des emplois au cadre bilingue (8 sur 36 ou 22,22%) est également conforme au prescrit de l'article 43, § 3, des LLC. La CPCL émet dès lors un avis favorable quant à ces deux répartitions.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7

Dans sa lettre du 25 juin 1997, confirmée par celle du 17 septembre 1997, le ministre des Pensions signale à la CPCL que les proportions du volume de travail - 53% N - 47% F - préconisées par la CPCL dans son avis 27.018 du 4 mai 1995 et confirmées par son avis 27.211 du 8 février 1996, sont restées inchangées.

Lors de l'examen des données chiffrées communiquées, à l'époque, par le ministre au sujet des services logistiques, du nombre des demandes de pension et de ceux des mandats de paiement, des dossiers litigieux et des ayants droit, et tenant compte de la valeur relative de chaque service dans l'ensemble de l'ONP, la CPCL avait abouti à un volume de travail global de 53,13% N - 46,87% F ou, après arrondissement, 53% N - 47% F.

La répartition actuellement proposée par le ministre pour les degrés 3 à 7, à savoir, 692 emplois F contre 779 emplois N, reflète entièrement ces proportions (47% F - 53% N).

La Commission permanente de Contrôle linguistique émet dès lors un avis favorable quant à la répartition proposée par le ministre.

*
* *

Le présent avis est notifié à monsieur le ministre des Pensions lequel est invité, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des LLC, à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qu'il y réservera..

Fait à Bruxelles, le 27 novembre 1997.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS